

destinés à devenir des provinces, ils auront la même source de revenu qu'il y a à Manitoba.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : L'honorable ministre leur assigne-t-il—il pourrait très bien leur assigner, je crois—une partie quelconque du revenu provenant des terres que le gouvernement possède, des coupes de bois, etc. ?

M. WHITE (Cardwell) : Il n'y a rien de tel.

M. MILLS (Bothwell) : J'aimerais demander si l'on a pris des mesures—il m'a toujours semblé que l'on devait prendre de semblables mesures—pour tenir un compte des dépenses faites par une province en son propre nom, afin que, lorsque le temps viendra d'admettre ces territoires comme provinces dans l'Union, ils soient en état de dire le montant qu'on devra leur accorder pour leurs dettes et leurs obligations. J'aimerais savoir si l'on tient un compte quelconque des deniers dépensés pour les chemins et les ponts, les cours de justice, pour des travaux de la nature de ceux que l'on construit dans une province, ou pour des chemins de fer locaux.

M. WHITE (Cardwell) : On tient des comptes détaillés. Ainsi, je puis donner chaque article relatif à l'éducation, au nombre d'écoliers, etc. On n'éprouve pas de difficultés à ce sujet. Les comptes sont tenus comme ils le sont dans toute province, et l'on pourrait faire les relevés en tout temps.

Dépenses du gouvernement de Keewatin ..... \$1,500

M. MILLS (Bothwell) : C'est là une mauvaise orthographe.

Sir JOHN A. MACDONALD : Oui ; on devrait écrire Keywaydin. C'est un nom magnifique, mais Keewatin est des plus vilains. On ferait mieux de modifier cela.

Paiement des commis surnuméraires employés à la préparation des réponses aux ordres du parlement..... \$10,000

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Ce crédit supplémentaire est-il réellement nécessaire ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Le crédit est demandé pour répondre aux dépenses probables de la dernière session et de la session précédente, laquelle a été très longue. On ne fait que demander ce crédit, mais je ne crois pas qu'on l'emploie tout.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je ne le crois pas. Ce crédit est demandé dans des circonstances exceptionnelles et je ne crois pas qu'il soit bien nécessaire, et en votant ce crédit vous vous exposez à la tentation de dépenser de l'argent. L'année dernière, en 1886—

Sir CHARLES TUPPER : Je vais réduire ce crédit à \$5,000.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je crois que vous le pouvez facilement. La somme dépensée l'année dernière n'était que de \$1,376.

Sir JOHN A. MACDONALD : Je crois que \$5,000 seront suffisants.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Oui, je le crois aussi.

M. WATSON : Je désire attirer l'attention sur un crédit qui a été retiré pour l'exploration de la baie d'Hudson. Je suis informé que le *Northern Light* ne fait rien à présent et que le capitaine de ce vaisseau n'est pas engagé, et que, pour une dépense d'environ \$3,000 un géologue pourrait faire un voyage et quelques explorations avantageuses ; il pourrait s'assurer de l'état où se trouve le détroit et la baie. Je crois qu'il serait bon que le gouvernement mît un crédit dans le budget supplémentaire et se servît de ce steamer qui est aujourd'hui à ne rien faire. Pour un montant de \$6,000, un ingénieur pourrait faire un voyage de trois mois et recueillir des renseignements sérieux.

M. WHITE (Cardwell)

Agences commerciales..... \$10,000

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Qu'est-ce que l'honorable monsieur veut faire de cette somme ?

Sir CHARLES TUPPER : Il est très important que nous ayons un certain montant pour des matières de ce genre. Un homme a été envoyé aux Antilles et on arrive, et il y a, en Australie, un agent qui prépare un rapport sur les perspectives qu'il y a d'augmenter le commerce avec l'Australie. On a aussi envoyé un agent aux Iles Sandwich.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je vois que le colonel Walker Powell a fait un voyage aux Iles Sandwich. C'est un très bon officier. Je crois qu'il est adjudant général ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Oui.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je trouve curieux que l'on envoie cet officier aux Iles Sandwich pour examiner le mérite des agences commerciales.

Sir JOHN A. MACDONALD : Le colonel Powell qui est un libéral très convaincu a été marchand. C'est un homme qui connaît le commerce et le gouvernement a profité du fait qu'il se rendait là pour le nommer dans ce but.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : J'ai une très bonne opinion du colonel Powell, comme officier en chef du département de la milice, et je dois dire que le fait de lui confier ce devoir particulier était quelque peu étrange.

Sir JOHN A. MACDONALD : Il voulait y aller et nous l'avons employé. Il a rendu des services très utiles.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Si vous considérez cela comme une récompense à un officier de mérite, c'est une chose ; si vous le mettez sous le chef d'agences commerciales c'en est une autre. Je trouve dans les comptes-publics : "A Spencer Jones, pour avoir rédigé et publié dans les journaux de la Jamaïque, de l'Ontario et de Londres, 100 colonnes de lettres et d'articles originaux exposant les avantages de relations plus intimes et plus étendues entre le Canada et la Jamaïque à \$4.50 par colonne, \$450." Je suppose qu'un article original doit valoir \$4.50 s'il est réellement original. Puis je trouve "réduction de 60 lettres à des membres de la législature de la Jamaïque et autres personnes éminentes sur le même sujet, à \$1 par lettre. Deux voyages à Ottawa, pour y rencontrer Sir John A. Macdonald et l'honorable M. Solomon de la Jamaïque, \$40." Ceci peut avoir été très utile, mais je ne crois pas que l'un ou l'autre de ces items ait pour effet de produire une grande extension de nos relations commerciales.

Sir JOHN A. MACDONALD : M. Jones est un Jamaïcain et un homme très intelligent. Il s'est beaucoup intéressé à cette question et a écrit un bon nombre de lettres tant au Canada qu'à la Jamaïque, ses lettres ont produit à la Jamaïque un effet tel que deux membres du gouvernement Jamaïcain sont venus au Canada en conséquence de ses lettres afin de voir si des arrangements pouvaient être conclus avec l'île au sujet des relations commerciales. De sorte que, en réalité, il a rendu des services utiles.

M. MILLS : Était-il en faveur de l'union politique ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Je ne sais pas qu'il ait écrit au sujet de l'union politique, mais je sais que d'autres ont écrit à ce sujet.

M. MILLS : L'honorable ministre ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Je n'ai jamais écrit.

Coût de l'organisation du bureau d'imprimerie..... \$2,500

Sir CHARLES TUPPER : Ceci est en vertu de l'acte de la dernière session, et c'est pour l'organisation générale.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Pourquoi ce montant ? Comment avez-vous l'intention de l'employer ?